Le Rwanda utilise des méthodes autoritaires afin d’endiguer le Covid-19

Reporters sans frontiÃ¨res,Â 24 avril 2020 Rwanda : Vague dâ€™arrestations et dâ€™abus liÃ©s au confinement Il faut met
Ã la rÃ©pression des mÃ©dias et aux arrestations arbitraires massives (Nairobi) â€“ La policeÂ rwandaiseÂ aÂ arrÃªtÃ© arbitra
des dizaines de personnesÂ depuis que lesÂ directivesÂ pour empÃªcher la propagation duÂ Covid-19Â sont entrÃ©es en vigue
le 22Â mars 2020. Les autoritÃ©s ont accusÃ© des personnes dâ€™avoir enfreint les mesures, les dÃ©tenant parfois dans des
stades sans procÃ©dure rÃ©guliÃ¨re ni autoritÃ© lÃ©gale.
Les autoritÃ©s rwandaises devraient mettre fin aux dÃ©tentions arbitraires, y compris de journalistes et de blogueurs
tentant de rÃ©vÃ©ler les abus, et sâ€™assurer que les forces de sÃ©curitÃ© respectent les droits humains lorsquâ€™elles con
lâ€™application des mesures. Les informations faisant Ã©tat de meurtres, de viols et dâ€™autres crimes graves par les forces d
sÃ©curitÃ© pendant le confinement devraient faire lâ€™objet dâ€™enquÃªtes rapides et transparentes et les responsables dev
Ãªtre traduits en justice. Â«Â Les directives du gouvernement pour prÃ©venir la propagation du Covid-19 ne donnent pas
carte blanche aux forces de sÃ©curitÃ© pour ignorer lâ€™Ã‰tat de droit et commettre des abus Ã lâ€™encontre de la populati
pour emprisonner ceux qui tentent de les rÃ©vÃ©lerÂ Â», a indiquÃ©Â Lewis Mudge, directeur pour lâ€™Afrique centrale Ã Hu
Rights Watch. Â«Â Les autoritÃ©s rwandaises devraient faire cesser ces pratiques illÃ©gales immÃ©diatement, enquÃªter de
maniÃ¨re transparente sur les responsables et traduire en justice les agents impliquÃ©s dans des abus et qui ont commis
des crimes.Â Â» Depuis lâ€™annonce des mesures, la police aÂ twittÃ©Â que Â«Â ne pas [les] respecter est une violation de l
et a averti que ceux qui seront Â«Â attrapÃ©sÂ Â»Â auront une amende ou seront emprisonnÃ©s. Cependant, les directives ne
prÃ©voient pas de telles sanctions et la police nâ€™a fourni aucune autre base juridique pour justifier leur autoritÃ© affirmÃ©e.
Les directives, qui ont Ã©tÃ©Â prolongÃ©es jusquâ€™au 30Â avril, interdisent les dÃ©placements Â«Â non nÃ©cessairesÂ Â»
pour faire de lâ€™exercice physiqueÂ ; imposent la fermeture des Ã©coles et des lieux de cultesÂ ; interdisent les trajets entre
villes et districts et bloquent les frontiÃ¨res, sauf pour le fret et les marchandises et les Rwandais et les rÃ©sidents rentrant
au pays, qui sont mis en quarantaine obligatoire pendant 14Â jours. Le 22 avril, leÂ ministÃ¨re de la SantÃ© a confirmÃ©Â 153
cas de Covid-19 et aucun dÃ©cÃ¨s dÃ» Ã la maladie. Depuis le 8Â avril, quatre blogueurs qui ont rapportÃ© des abus et le
chauffeur dâ€™un des blogueurs ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et dÃ©tenus pour violation prÃ©sumÃ©e des directives du gouverneme
des annÃ©es dâ€™ingÃ©rence et dâ€™intimidation de la part de lâ€™Ã‰tat, la majeure partie de la presse Ã©crite et des mÃ
audiovisuels est fortement dominÃ©e par des opinions pro-gouvernement, mais derniÃ¨rement, des reportages plus
sensibles sur les questions sociales et de droits humains ont Ã©tÃ© diffusÃ©s sur des blogs en ligne et sur des chaÃ®nes
YouTube. Dans une vidÃ©oÂ postÃ©e sur la chaÃ®ne YouTube dâ€™Ishema TVÂ le 3Â avril, trois femmes de KangondoÂ II â
quartier pauvre connu sous le nom de Â«Â BannyaheÂ Â» dans le secteur de Remera Ã Kigali, la capitale â€“ ont expliquÃ© au
journalistes que des soldats responsables de lâ€™application des mesures de confinement les avaient violÃ©es. Une victime a
indiquÃ© quâ€™une nuit de mars, un homme en uniforme militaire avec une arme est entrÃ© dans sa maison et lâ€™a violÃ©e
quâ€™un autre a suspendu son mari par les jambes Ã la fenÃªtre et lâ€™a battu. Une autre a racontÃ© quâ€™elle a vu des h
faire frapper alors quâ€™un homme en uniforme militaire la forÃ§ait avec la crosse de son fusil Ã entrer dans la maison dâ€™u
voisinÂ : Â«Â Il mâ€™a violÃ©eâ€¦. Mais quâ€™est-ce que je pouvais faire alors quâ€™il Ã©tait armÃ©Â ? Comment jâ€™aura
alors quâ€™ils frappaient des gens dehors sans intervention des autoritÃ©sÂ ?Â Â» La BBCÂ a Ã©galement fait Ã©tat de ces
Deux voisins avec qui Human Rights Watch sâ€™est entretenu ont confirmÃ© les rÃ©cits des femmes, ajoutant que dâ€™autre
femmes avaient Ã©tÃ© violÃ©es mais nâ€™avaient pas partagÃ© leur tÃ©moignage, et que les soldats avaient aussi volÃ© de
dans le quartier. Une victime, contactÃ©e le 6Â avril, a expliquÃ© Ã Human Rights Watch que des militaires lâ€™avait menacÃ
lui avait dit de ne parler Ã personne hors du pays de ce qui lui Ã©tait arrivÃ©. Les femmes et les filles sont exposÃ©es Ã un
risque accru de violences sexuelles et dâ€™autres violences basÃ©es sur le genreÂ pendant la pandÃ©mie de Covid-19. Les
autoritÃ©s rwandaises devraient sâ€™assurer que des soins mÃ©dicaux spÃ©cifiques aprÃ¨s un viol et un soutien psychosocia
compris des soins de santÃ© mentale â€“ sont disponibles pour les victimes, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch. Les Forces de
dÃ©fense rwandaisesÂ ont annoncÃ© dans une dÃ©clarationÂ le 4Â avril quâ€™une enquÃªte a Ã©tÃ© ouverte sur les Â«Â all
comportement criminel Ã lâ€™encontre de citoyens par quelques soldats des FDR indisciplinÃ©sÂ Â» et que cinq suspects
Ã©taient en dÃ©tention. Cependant, depuis lors, quatre blogueurs travaillant pour Afrimax TV, Ishema TV et Umubavu TV,
qui ont fait des reportages sur les viols et lâ€™impact des directives sur les populations vulnÃ©rables, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s dan
circonstances qui sâ€™apparentent Ã des reprÃ©sailles. Au cours des derniers mois, elles ont diffusÃ© desÂ tÃ©moignages
sensiblesÂ sur un conflit de longue date avec les autoritÃ©s concernant des expulsions Ã Â«Â Bannyahe.Â Â» Le 8Â avril, le
Bureau dâ€™enquÃªtes rwandais (Rwanda Investigation Bureau, RIB) et des agents de police ont arrÃªtÃ© Valentin Muhirwa et
David Byiringiro, deux blogueurs travaillant pour Afrimax TV, Ã KangondoÂ II. Un tÃ©moin a racontÃ© Ã Human Rights WatchÂ
Â«Â [Les journalistes] avaient discutÃ© avec la population de leurs prÃ©occupations, des expulsions, des vols commis par les
soldats et des viols. Ils leur ont dit quâ€™ils nâ€™avaient rien Ã manger... Le 8Â avril, [les journalistes] sont revenus avec des
provisions dans une fourgonnette.Â Â» Deux habitants ont dit que lâ€™Ã©quipe de six personnes a demandÃ© la permission au
leader local de distribuer des aliments et des produits, mais au bout de 30Â minutes, le RIB et des agents de police sont
apparus, les accusant dâ€™enfreindre les directives du gouvernement et dâ€™organiser une distribution non autorisÃ©e. Ils on
confisquÃ© les produits et les ont arrÃªtÃ©s. Le 12Â avril,Â le RIB a twittÃ© la confirmation de lâ€™arrestationÂ de Theoneste
Nsengimana, le propriÃ©taire dâ€™Umubavu TV, pour fraude prÃ©sumÃ©e. Le RIB lâ€™a accusÃ© dâ€™avoir promis 20Â 00
rwandais (21Â USD) Ã des personnes pour quâ€™elles racontent quâ€™elles recevaient une assistance de lâ€™Ã©tranger Â«
de solliciter le tÃ©moignage pour son propre bÃ©nÃ©ficeÂ Â». La Commission rwandaise des mÃ©diasÂ a indiquÃ© dans une
dÃ©clarationÂ le 13Â avril quâ€™aucun des journalistes dÃ©tenus nâ€™Ã©taient arrÃªtÃ©s dans le cadre de son travail, et que
blogueurs en ligne, comme ceux qui utilisent YouTube, ne sont pas des journalistes et Â«Â ne sont pas autorisÃ©s Ã
interviewer la populationÂ Â». Le 15Â avril, DieudonnÃ© Niyonsenga, aussi connu sous le nom de Cyuma Hassan, le
propriÃ©taire dâ€™Ishema TV, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© avec son chauffeur, FidÃ¨le Komezusenge.Â Le RIB a accusÃ© DieudonnÃ©
NiyonsengaÂ dâ€™avoir enfreint les mesures de confinement et dâ€™avoir donnÃ© Ã FidÃ¨le Komezusenge une carte de pres

autorisÃ©e. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Charte africaine des Droits de lâ€™Homme et des Peuples, auxquels le Rwanda est partie, protÃ¨gent la libertÃ© dâ€™expression, qui inclut le travail important et le rÃ´le des journalistes. Le ComitÃ© des droits de lâ€™homme de lâ€™ONU, qui surveille le Pacte, a soulignÃ© dans sesÂ orientations su libertÃ© dâ€™expressionÂ que le journalisme est Â«Â une fonction exercÃ©e par des personnes de tous horizons, notamment reporters et analystes professionnels Ã plein temps ainsi que des blogueurs et autres particuliers qui publient eux-mÃªmes le produit de leur travail, sous forme imprimÃ©e, sur lâ€™Internet ou dâ€™autre maniÃ¨reÂ Â». LaÂ DÃ©claration des principes libertÃ© dâ€™expression et de lâ€™accÃ¨s Ã lâ€™information en AfriqueÂ de la Commission africaine des Droits de lâ€™Hom Peuples protÃ¨ge aussi les journalistes et les mÃ©dias en ligne. Une presse libre devrait pouvoir remettre en question les rÃ©cits officiels et communiquer des informations dâ€™intÃ©rÃªt public en enquÃªtant sur les abus commis par les forces de sÃ©curitÃ©, via tout type de mÃ©dia. Tout journaliste arrÃªtÃ© pour avoir fait son travail devrait Ãªtre immÃ©diatement libÃ©rÃ dÃ©clarÃ© Human Rights Watch. Le 25Â mars,Â les mÃ©dias ont rapportÃ©Â que les forces de sÃ©curitÃ© rwandaises avaie deux habitants du district de Nyanza. La Police nationale rwandaise a expliquÃ© quâ€™ils avaient Ã©tÃ© abattus dans une situation de lÃ©gitime dÃ©fense aprÃ¨s quâ€™ils auraient attaquÃ© un agent etÂ a critiquÃ©Â une conduite Â«Â inadÃ©quate professionnelleÂ Â» des journalistes pour avoir liÃ© les meurtres au confinement. Depuis lâ€™entrÃ©e en vigueur du confinement, laÂ policeÂ et lesÂ mÃ©dias locauxÂ ont rapportÃ© des dizaines dâ€™arrestations de personnes accusÃ©es dâ€ enfreint les directives du gouvernement. Le 15Â avril, Human Rights Watch a Ã©crit au ministre de la Justice Johnston Busingye pour demander des informations sur la base juridique ayant justifiÃ© lâ€™arrestation des personnes et les amendes imposÃ©es, mais le ministre nâ€™a pas rÃ©pondu. Pour Ãªtre lÃ©gale et non arbitraire, toute privation de libertÃ© peut unique avoir lieu pour des motifs prÃ©vus par la loi. Deux habitants de Gisenyi, dans le nord-ouest du Rwanda, ont racontÃ© Ã Human Rights Watch que la police avait arrÃªtÃ© des personnes qui tentaient de se dÃ©placer, mÃªme pour des courses essentielles, comme les services bancaires ou lâ€™achat de nourriture, Ã des points de contrÃ´le et les avaient conduites Ã bord de pick-ups surpeuplÃ©s vers le stade local en guise de Â«Â punitionÂ Â». Les personnes ont Ã©tÃ© forcÃ©es de sâ€™a quelques mÃ¨tres les unes des autres au soleil. Â«Â Nous Ã©tions environ 100 quand je suis arrivÃ©, mais toutes les 30Â minutes, ils amenaient de nouvelles personnesÂ Â», a expliquÃ© un habitant qui a Ã©tÃ© dÃ©tenu dans le stade dâ€™Um Ã Gisenyi dÃ©but avril. Â«Â Jâ€™y ai passÃ© huit heures â€“ il y avait quelques femmes avec des jeunes enfants, qui pleuraie Nous nâ€™avons pas reÃ§u dâ€™eau ou de nourriture... Certains ont Ã©tÃ© gardÃ©s lÃ jusquâ€™Ã 21Â h et ont dÃ» reparti pied aprÃ¨s.Â Â» Human Rights Watch a reÃ§u des rÃ©cits crÃ©dibles indiquant que des personnes accusÃ©es dâ€™avoir enf les rÃ¨gles de confinement Ã Kigali ont aussi Ã©tÃ© dÃ©tenues dans des stades. Le 27Â mars, le prÃ©sident Paul KagameÂ a annoncÃ©Â un Â«Â plan de protection socialeÂ Â», qui incluta la livraison de nourriture gratuiteÂ Ã au moins 20Â 000Â foyers Un journaliste rwandais a expliquÃ© Ã Human Rights Watch le 17Â avrilÂ : Â«Â Certains journalistes ont tentÃ© de trouver qui sont les bÃ©nÃ©ficiaires de ce programme â€“ ces blogueurs qui ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s essayaient de dÃ©couvrir les faits.Â Â» inacceptable que le Rwanda utilise des mÃ©thodes autoritaires pour faire appliquer les mesures de santÃ© publique afin dâ€™endiguer la propagation du Covid-19Â Â», a conclu Lewis Mudge. Â«Â La rÃ©pression des mÃ©dias envoie un message dÃ©libÃ©rÃ©ment glaÃ§ant Ã un moment oÃ¹ la surveillance du comportement des forces de sÃ©curitÃ© est capitale.Â Â»